Compte-rendu du CSAL
du 20 février 2024
Règlement Intérieur des instances

Albi, le 20 février 2024

- **Règlement intérieur du CSAL et de la FS**

Les directions locales avaient jusqu'à la fin du mois de février pour examiner ce point en Comité Social d'Administration (CSA)… c'est donc dans l'urgence et pendant les congés scolaires que cette réunion se tient. Comme nous l'écrivons dans la déclaration liminaire, les nouvelles instances fonctionnent depuis 1 an, créées par un décret paru depuis 3 ans, bref, cette adoption du RI aura été des plus laborieuses !

Et tout ça pour quoi ? Pour constater, une nouvelle fois, que le dialogue social est en berne à la DGFiP. En effet, le règlement intérieur (RI) n'a pu être modifié ni au niveau national, ni au niveau local. Il faut harmoniser la Fonction Publique nous dit-on…

Pour autant, Solidaires Finances Publiques n'a rien lâché. Nous avons porté, en intersyndicale, nos propositions de modifications du RI lors de la Formation Spécialisée (FS) du 19 décembre 2023. De la même manière, au cours de ce CSAL, nous avons fait adopter une délibération en intersyndicale, dans laquelle nous pointons les contradictions de l'administration et où nous rappelons nos attentes en matière de dialogue social.

Nous sommes tout particulièrement revenus sur les fiches de signalement, avec la nécessité de les transmettre au fil de l'eau aux élus de la FS. A ce titre, le nouvel outil Sign@lFiP pose question. Précisons déjà qu'il est déployé sans avoir été présenté aux organisations syndicales, que ce soit en national ou en local. Par ailleurs, il n'est prévu que pour les signalements d'incidents entre agents et usagers ; qu'en est-il pour les problèmes internes, que ce soit entre agents ou entre agent et chef de service ? La direction avait déjà désactivé le lien vers la fiche de signalement sans réfléchir à ce point… Le lien sera réactivé. Et nous ne savons toujours pas comment ces signalements seront remontés à la FS.

Sans surprise, les représentants des personnels ont voté contre ce RI à l'unanimité (délibération à lire en annexe).

- **Questions diverses**

  - *Le pont du 10 mai*

Nous sommes revenus une fois de plus sur ce point de crispation que constitue le

refus de pont naturel pour le 10 mai. Malgré les remontées de partout, la DG maintient en effet sa consigne d'ouverture au public, au nom du service public.

Face à cet argument, Solidaires Finances Publiques n'a pas hésité à dire au directeur ce que tous les agents pensent : « vous vous fichez de nous ! ». Où est le service public quand il s'agit de fermer des structures à tour de bras, de supprimer des emplois, de réduire les plages horaires d'accueil, etc. En outre, les efforts sont toujours fournis par les travailleurs qui n'ont pour tout remerciement que des belles paroles, car nous ne voyons toujours rien venir en matière de revalorisation salariale !

Le directeur a indiqué que le dispositif d'ouverture au public ne reposera que sur les CFiP d'Albi et de Castres, et notamment sur les SIP, le SDIF... et les SGC ! Ces derniers services n'ont pourtant rien à voir avec la campagne IR ?! Oui, mais voilà, ces sites étant ouverts, il faut maintenir les caisses ouvertes pour ne pas risquer d'incidents avec un usager qui serait venu faire un paiement et auquel il aurait fallu dire de revenir plus tard…

Solidaires Finances Publiques a indiqué que nous serons vigilants quant aux pressions exercées sur les agents. Les chefs de service seront en 1re ligne pour arbitrer qui aura son pont et qui devra travailler, ce qui n'ira pas sans problèmes. Nous espérons que les équipes ne se fractureront pas à cause de cela, mais les tensions ne pourront pas être évitées. Nous n'avions pas besoin de cette ineptie ! A défaut de pouvoir s'entendre et d'être entendus, le recours à la grève devra être envisagé, collectivement de préférence, afin de dénoncer ce double discours autour du service public et l'absence de reconnaissance.

- *Téléphones portables*

Les télétravailleurs qui en ont fait la demande sont équipés de téléphones portables… du moins, ça y ressemble… de loin ! Bien conscient que le modèle « de base » n'est pas satisfaisant, la direction va essayer de les remplacer, progressivement, en commençant par les agents qui les utilisent le plus régulièrement. Elle prévoit ainsi l'achat d'une centaine de nouveaux smartphones cette année et à nouveau en 2025.